

L'OMS au banc des accusés

DES CONFLITS D'INTÉRÊTS IMPORTANTS À L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ AURAIENT MENÉ À L'ALERTE PANDÉMIQUE DE GRIPPE A (H1N1). **UN DES PLUS GRANDS SCANDALES DE L'HISTOIRE MÉDICALE?**

L'épidémiologiste allemand et ex-président de la sous-commission de la Santé du Conseil de l'Europe, le Dr Wolfgang Wodarg, réclame une enquête sur le rôle joué par les laboratoires pharmaceutiques dans la proclamation de la récente pandémie de grippe. Son constat est brutal : rien ne justifiait que l'OMS donne l'alerte à un

Et avec le gros lot, ils gagnaient aussi l'immunité, c'est-à-dire l'exemption de faire l'objet de tout recours judiciaire si le vaccin s'avérait défectueux ou entraînait des effets secondaires graves.

En juillet dernier, le Dr Thomas Jefferson, épidémiologiste britannique respecté, critiquait sévèrement l'OMS dans une entrevue accordée à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* : «La décision de l'OMS est motivée par l'argent et relève d'une manipulation des faits qui vise à faire peur. N'est-il pas frappant que l'OMS ait allégé sa définition de pandémie peu avant l'éclosion de la grippe? On a parfois l'impression que toute une industrie attend la survenue d'une pandémie», fait-il remarquer.

Sévères critiques

En fait, ce changement de définition, survenu au début de 2009, dit qu'il y a pandémie quand un nouveau virus se répand dans le monde. Et exclut dorénavant la notion de sévérité. «C'est absurde que ce critère n'entre pas en ligne de compte pour établir qu'on se trouve ou non en situation pandémique. Une douzaine de pays dont la Grande-Bretagne et la Chine ont pourtant protesté dès le mois de mai



dernier face à cette nouvelle définition. L'OMS n'en a tenu aucun compte», nous a expliqué le Dr Wodarg. Conclusion : «Cette modification a rendu possible la transformation d'une banale grippe en pandémie mondiale et permis par ricochet à l'industrie pharmaceutique d'en tirer des espèces sonnantes et trébuchantes dans le cadre de contrats généralement tenus secrets», analyse-t-il.

Pourtant, dès l'été dernier, le Dr Juan Gérvas, professeur honoraire de santé publique à la Faculté de médecine de l'Université de Madrid, tentait de ramener les gens à la raison en statuant que la grippe A, bien que très contagieuse, est légère, davantage d'ailleurs que la grippe saisonnière, et que le vaccin est expérimental. Un avertissement que peu de gouvernements ont entendu. Sauf la Pologne, qui a carrément refusé d'entrer dans la valse, accusant les laboratoires de ne pas vouloir assumer la moindre responsabilité dans l'affaire.

En France, le Dr Marc Girard, expert en pharmacovigilance et en pharmaco-épidémiologie, a été un des premiers à qualifier la pandémie de «mystification». Une commission d'enquête sur les conditions de vaccination est d'ailleurs en cours chez nos cousins français. L'Université Harvard et la Medical Research Council Biostatistics Unit du Royaume-Uni ont aussi conclu que, selon des données

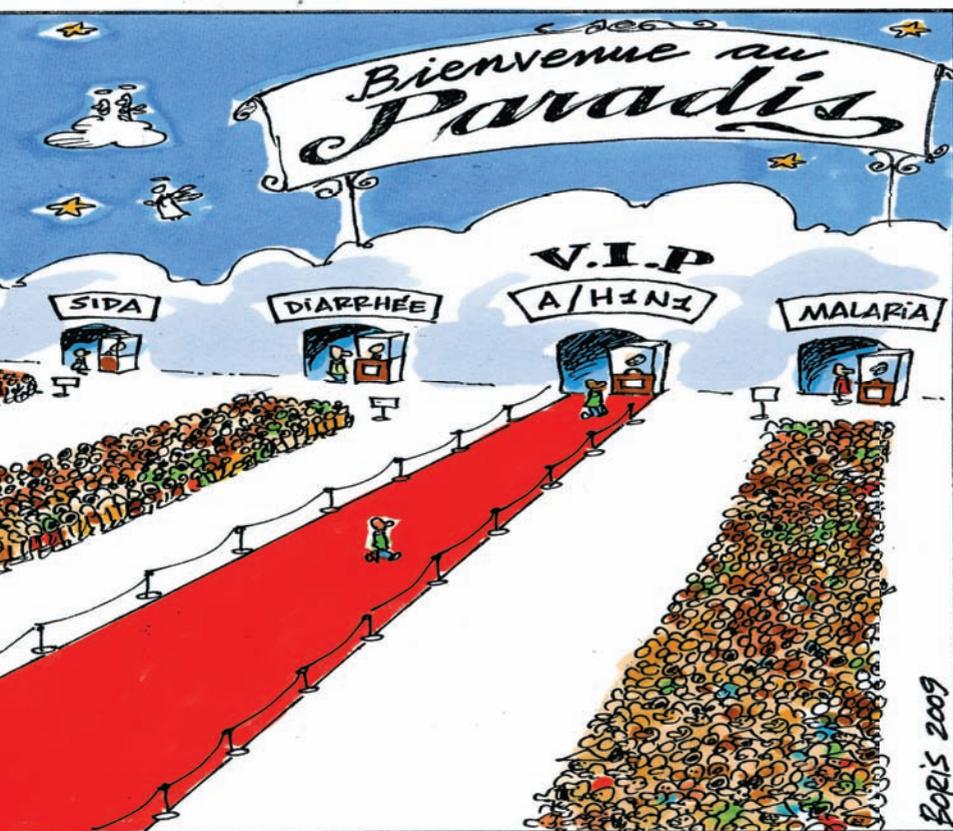


«LES SOUPÇONS PÈSENT SUFFISAMMENT LOURD POUR QU'ON EXAMINE SÉRIEUSEMENT LES MÉCANISMES QUI ONT MENÉ À LA PROCLAMATION DE LA PANDÉMIE.»

Dr Wolfgang Wodarg, épidémiologiste et ex-président de la sous-commission de la Santé du Conseil de l'Europe

tel niveau : «Tout ce qui importait et tout ce qui a conduit à la formidable campagne de panique à laquelle on a assisté, c'est qu'elle constituait une occasion en or pour les représentants des labos, qui savaient qu'ils toucheraient le gros lot en cas de proclamation de pandémie», confiait-il en janvier au quotidien français *L'Humanité*.

Illustration : Boiris



L'OMS répond

Aux accusations de conflits d'intérêts, l'OMS répond que son personnel doit remplir une «déclaration d'intérêts», c'est-à-dire dévoiler ses liens avec l'industrie. C'est le même principe pour tous ceux qui signent des articles dans les revues scientifiques. Mais dans le contexte actuel, sans une extrême vigilance et une parfaite intégrité des autorités en place, le glissement est facile, croit Pierre Biron.

Car c'est la principale menace qui plane actuellement sur les institutions médicales : «Depuis les années 1990, nous assistons à une castration systématique des mécanismes de protection. On étire les indications des médicaments en en faisant des instruments de prévention primaire qui sont pour plusieurs personnes complètement inutiles. On assiste à une véritable orgie de dépenses actuellement, car on crée des maladies de toutes pièces», assène le professeur Turcotte.

Dans un point de presse le 14 janvier

recueillies de la fin d'avril à la fin de juillet aux États-Unis, la pandémie était beaucoup moins grave que prévu. Facile d'affirmer cela après coup, diront certains. Il faut dire qu'une fois les commandes de vaccins passées, personne ne pouvait plus reculer, la machine était en route.

«En 2006 déjà, les États ont commencé à conclure de gros contrats avec des sociétés pharmaceutiques pour faire face à d'éventuelles pandémies. Ces engagements de commercialisation prendraient effet dès que l'OMS déclarerait officiellement une pandémie. Quand l'OMS l'a fait, elle a joué un rôle clé et cela a accru les dépenses de santé dans le monde de 18 milliards de dollars. Les sociétés pharmaceutiques s'étaient préparées, elles n'attendaient en fait que cela», plaide le Dr Wodarg.

Doute et suspicion

Pierre Biron, ex-professeur de pharmacologie en médecine à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal, est un vieux routier de la pharmacovigilance. Il n'hésite pas à qualifier d'«hystérie pandémique» la situation qui a prévalu en 2009. Pour lui, des besoins criants en santé publique ont été évacués au profit d'une pseudo-crise qui a rapporté gros aux compagnies pharmaceutiques. «Ne nous leurrions pas : ces compagnies sont parties prenantes des

décisions en santé. Plusieurs des membres du conseil consultatif en matière de vaccins de l'OMS sont en conflit d'intérêts», explique ce rare observateur indépendant de la scène pharmaceutique au pays.

Fernand Turcotte, professeur émérite de santé publique et de médecine préventive à l'Université Laval, estime que «c'est un cadeau sensationnel pour l'humanité qu'on ait pu trouver au sein du Conseil de l'Europe des gens qui avaient les connaissances et le courage de dénoncer la situation».

Deux grandes revues médicales, *The British Medical Journal* et *The Lancet*, avaient déjà mis en doute la gestion de l'OMS dans le dossier de la grippe aviaire en 2005. «Autant de signes de dysfonctionnement auraient dû nous pousser à reprendre le contrôle», écrit le Dr Pascal Sacré, médecin spécialiste belge, sur Mondialisation.ca.

Surtout que, sans un monitoring serré des cas de grippe et des effets secondaires du vaccin, comment savoir si les personnes malades avaient bel et bien le fameux virus?

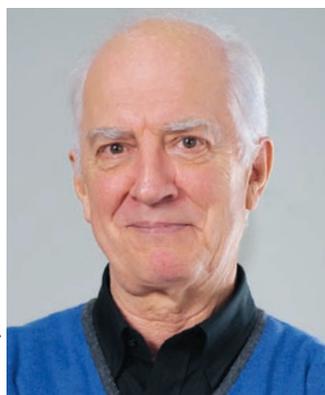


Photo : Réjean Poudrette

« QU'ON AIT PU TROUVER AU SEIN DU CONSEIL DES GENS QUI AVAIENT LE COURAGE DE DÉNONCER L'OMS, C'EST UN CADEAU SENSATIONNEL POUR L'HUMANITÉ. »

Fernand Turcotte, professeur émérite de santé publique et de médecine préventive de l'Université Laval

dernier, l'OMS a maintenu que la pandémie était toujours en vigueur – tout en évoquant une possible troisième vague cet hiver – et a dit qu'elle soumettrait éventuellement sa gestion de la crise à un examen externe. Mais pour elle, le dossier est clos : les observateurs critiques sont dans l'erreur, exagèrent ou font une lecture incomplète des données disponibles. Un dialogue de sourds, quoi. ►►

Des liens incestueux

Liens incestueux entre compagnies pharmaceutiques et chercheurs, études cliniques tronquées ou rédigées par des prête-plumes (*ghostwriters*) sont mis au jour régulièrement. L'indépendance semble être une denrée rare par les temps qui courent : « Le risque de collusion avec un partenaire qui a un intérêt dans les résultats doit toujours être évalué », dit Pierre Biron. Car qui, au final, paie les pots cassés ? La réponse est toujours la même : les citoyens. C'est le danger des partenariats public-privé qui envahissent le domaine médical : une dérive lente, mais sûre, des intérêts citoyens vers des intérêts commerciaux. C'est ce que certains nomment « la marchandisation de la santé ».



« L'INDUSTRIE S'INFILTRE DE PLUS EN PLUS DANS LA RECHERCHE MÉDICALE. AVEC LA BÉNÉDICTION DES AUTORITÉS PROVINCIALES ET UNIVERSITAIRES. L'INSTITUTION MÉDICALE EST ÉTHIQUEMENT EN FAILLITE. »

Pierre Biron, ex-professeur de pharmacologie en médecine et expert en pharmacovigilance à l'Université de Montréal

En fait, c'est le système tout entier qui est remis en question à travers la polémique actuelle. Plusieurs observateurs estiment que la proximité de l'industrie et des instances décisionnelles est beaucoup trop grande. « Par exemple, en 2009, la nomination d'un représentant de Pfizer au conseil d'administration des Instituts de recherche en santé du Canada a soulevé l'ire de 4000 scientifiques qui ont signé une pétition pour protester. Mais cela n'a rien donné », dit M. Biron.

En 2005, le Dr Jerome Kassirer, professeur à la Faculté de médecine de la Tufts University et ex-rédacteur en chef du *New England Journal of Medicine*, exposait dans son livre *On the take* les liens financiers qui unissent compagnies pharmaceutiques et médecins, et la dangereuse influence que ces liens ont sur les chercheurs et les politiques sanitaires.

« L'industrie s'infiltré de plus en plus dans la recherche médicale. Avec la bénédiction des autorités provinciales et universitaires. On approuve des protocoles dont les objectifs, les méthodes, l'interprétation et la diffusion des résultats sont biaisés en faveur du commanditaire du produit étudié », dit Pierre Biron. Pour lui, « l'institution médicale est éthiquement en faillite ».

La gestion québécoise

Les Drs David Butler-Jones et Alain Poirier, respectivement directeur de la santé publique du Canada et du Québec, étaient à la tête des opérations au pays : « Une fois que l'état-major, c'est-à-dire l'OMS, a passé la commande, les Drs Butler-Jones et Poirier n'avaient pas d'autre choix que de passer à l'action. Dans ce contexte, la crise au Québec a été bien menée : on a prouvé qu'on avait un système de santé capable de faire le travail. Le scénario proposé aux instances internationales a bien fonctionné. Ce qui est potentiellement problématique, c'est ce qui s'est passé au niveau de l'état-major », observe M. Turcotte.

Plusieurs observateurs critiquent cette « militarisation

le monde », rappelle le Dr Karl Weiss, épidémiologiste et professeur de médecine à l'Université de Montréal.

Payer la note

Les gouvernements de tous les pays se retrouvent donc avec des millions de doses de vaccins sur les bras. Au Canada, les dépenses entourant la pandémie s'élèveraient à plus de un milliard de dollars (dont 200 millions au Québec). En Italie, l'association de consommateurs Codacons réclame 9,3 milliards d'euros en dédommagement au ministère de la Santé, l'accusant d'avoir exagéré la menace pandémique et d'avoir gaspillé « des sommes faramineuses ». Car la note, nécessairement, sera refilée aux citoyens.

Le Dr Alain Poirier relativise : « Les coûts liés à l'absentéisme et aux consultations

EN ITALIE, UNE ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS RÉCLAME 9,3 MILLIARDS D'EUROS AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ, L'ACCUSANT D'AVOIR EXAGÉRÉ LA MENACE PANDÉMIQUE ET D'AVOIR GASPILLÉ « DES SOMMES FARAMINEUSES ».

de la santé ». « Les objectifs de santé publique ont été mis de côté par une gestion quasi militaire, totalement inadaptée au problème posé : fin juin, les informations sanitaires permettaient d'envisager une grippe très contagieuse, mais sans gravité particulière », dénonçait le Syndicat des médecins généralistes français dans un éditorial daté du 5 janvier.

« La population s'attendait à voir des gens mourir dans la rue. Or, une pandémie de niveau 6 veut simplement dire que le virus est très contagieux et qu'il se répand partout dans

du million de gens qui ont eu la grippe au Québec sont beaucoup plus élevés que ceux qui sont reliés au vaccin. Un vaccin qui a justement empêché beaucoup de maladies et d'hospitalisations aux soins intensifs. » Pierre Biron n'est pas d'accord : « C'est peut-être l'immunité naturelle des gens qui a joué et non le vaccin. Quand on est prêt à dépenser des centaines de millions de dollars pour acheter, promouvoir et distribuer un vaccin, on doit bien avoir quelques millions pour faire une enquête épidémiologique, qui est de première importance. Or,



« LES COÛTS LIÉS À L'ABSENTÉISME ET AUX CONSULTATIONS SONT BEAUCOUP PLUS ÉLEVÉS QUE CEUX QUI SONT RELIÉS AU VACCIN. UN VACCIN QUI A JUSTEMENT EMPÊCHÉ BEAUCOUP DE MALADIES ET D'HOSPITALISATIONS AUX SOINS INTENSIFS. »

Dr Alain Poirier, directeur national de santé publique au ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec

cette étude n'a pas été faite. Et ça, c'est inexcusable.»

Pour le Dr Poirier, c'est un peu comme si le Québec avait fait des réserves : «Le matériel acheté sera utilisé de toute façon.» Pierre Biron est catégorique : «C'est scandaleux que des dépenses exagérées, puisées à même les fonds publics, suivies d'une propagande qui étouffe dans l'œuf toute possibilité de débat public, aient pu avoir lieu», dit-il.

Perdre confiance

Beaucoup sont restés sceptiques devant l'alarmisme des autorités sanitaires. Même la directrice générale de l'OMS, la D^{re} Margaret Chan, reconnaît que le monde a perdu confiance en son organisation. «En grande partie à cause des moyens de communication modernes, Internet en tête», dit-elle. Il faut dire que les points de vue, la lecture des données et l'interprétation des événements sont extrêmement polarisés sur le Net. Pour le profane, difficile de savoir qui dit vrai.

Maintenant que le doute est semé, comment la population réagira-t-elle la prochaine fois? «Le grand danger, c'est

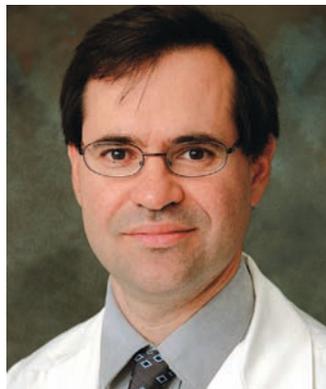
que l'échec rejaillisse sur les gens qui ne sont pas responsables du désastre : 99,9 % des acteurs de la scène nationale ont été de bonne foi dans cette histoire. Il a peut-être suffi d'une demi-douzaine de scientifiques véreux pour créer pareille dérive au niveau mondial», observe le professeur Turcotte.

«Je ne crois pas que les citoyens perdront confiance», dit le Dr Alain Poirier. «Nous avons ajusté toutes nos interventions en fonction de la gravité de la situation, et nous avons agi avec modération.» Dans un contexte pandémique, «on vous blâme autant si vous agissez que si vous ne faites rien», observe le Dr Karl Weiss. Il est vrai, admet-il, que le risque de voir des gens sous-estimer l'alerte la prochaine fois est bien réel.

Un grand défi attend les autorités sanitaires si les accusations de conflits d'intérêts se confirment : «Il faudra alors expliquer à la population que nous avons été collectivement victimes d'un organisme qui était investi de la mission de nous protéger et qui ne l'a pas fait pour des motifs basement commerciaux», conclut Fernand Turcotte.

« LA POPULATION S'ATTENDAIT À VOIR DES GENS MOURIR DANS LA RUE. OR, UNE PANDÉMIE DE NIVEAU 6 VEUT SIMPLEMENT DIRE QUE LE VIRUS EST TRÈS CONTAGIEUX ET QU'IL SE RÉPAND PARTOUT DANS LE MONDE. »

Dr Karl Weiss, microbiologiste-infectiologue à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont et professeur titulaire de clinique à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal



Le « Dr Grippe » pointé du doigt

Cette pandémie a-t-elle été proclamée pour rien? Plusieurs observateurs pointent du doigt l'un des principaux conseillers de l'OMS, le Dr Albert Osterhaus, un virologue de réputation internationale. Le Dr Osterhaus est aussi directeur du European Scientific Working group on Influenza (ESWI), un organisme qui se dit indépendant, mais qui n'en demeure pas moins financé par 10 laboratoires pharmaceutiques parmi lesquels figurent GlaxoSmithKline, Novartis, Sanofi Pasteur et Baxter Vaccines. Le parlement néerlandais a d'ailleurs procédé à un débat d'urgence entourant les activités du Dr Osterhaus.

Le Dr Karl Weiss, microbiologiste-infectiologue à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont et professeur titulaire de clinique à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal, objecte : «Être financé par 10 compagnies pharmaceutiques n'est pas problématique; l'être par une seule, oui.»

D'autres noms étroitement associés à l'industrie pharmaceutique ont aussi émergé récemment. Notamment, le professeur Juhani Eskola, qui fait partie du groupe de conseillers experts de l'OMS, et qui avait omis de déclarer que GlaxoSmithKline, le fabricant du vaccin Pandemrix acheté par le Canada et l'Angleterre entre autres, finançait l'Institut de recherche qui l'emploie.

Au fil des ans, l'industrie pharmaceutique s'est intégrée de façon structurelle dans la sphère médicale. Difficile, donc, de démêler les liens inextricables qui unissent tout ce beau monde. Sans une enquête rigoureuse et indépendante, nous ne saurons jamais ce qui s'est réellement passé.

Dossier Web exclusif

Lisez l'entrevue intégrale menée avec M. Fernand Turcotte ainsi que d'autres articles au

www.protegez-vous.ca/pandemie

